



Financial Services Commission of Ontario
Commission des services financiers de l'Ontario

SECTION :	Excédent
INDEX N° :	S900-514
TITRE :	Répartition de l'excédent en vertu d'une entente écrite – Le rôle du conseiller juridique - par. 77.11 (7) et 78 (2) de la LRR
APPROUVÉ PAR :	Le surintendant des services financiers
PUBLICATION :	Le site Web de la CSFO (février 2019)
DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR :	Le 1 ^{er} février 2019
REMPLECE :	S900-503

À compter de la date de son entrée en vigueur, la présente politique remplace la politique S900-503 (*Répartition de l'excédent – le rôle du conseiller juridique en se procurant de l'accord écrit*). La présente politique complète la politique S900-512 (*Demande par l'employeur de consentement au paiement de l'excédent à la liquidation d'un régime de retraite*).

Nota : Lorsque la présente politique contredit la Loi de 1997 sur la Commission des services financiers de l'Ontario, L.O. 1997, c. 28 (la Loi sur la CSFO), la Loi sur les régimes de retraite, L.R.O. 1990, c. P.8 (la LRR) ou le Règlement 909, R.R.O. 1990 (le Règlement), c'est la Loi sur la CSFO, la LRR ou le Règlement qui prévaut.

*Nota : La version électronique de cette politique, notamment l'accès direct à tous liens en références, est disponible sur le site Web de la CSFO à l'adresse www.fsco.gov.on.ca. Toutes les politiques sur les régimes de retraite peuvent être consultées sur la section **Retraites** du site à travers le lien des **Politiques sur les régimes de retraite**.*

Objet de la politique

La présente politique donne des précisions sur le rôle du conseiller juridique dans la représentation de certains ou de la totalité des participants, anciens participants, participants retraités ou autres personnes ayant droit à recevoir des paiements à partir d'une caisse de retraite (les personnes concernées), lorsque l'employeur a l'intention de présenter au

surintendant des services financiers (le surintendant) une demande pour obtenir son consentement au paiement à l'employeur de l'excédent aux termes d'une entente écrite conclue entre l'employeur et les personnes concernées en vertu du paragraphe 77.11 (7) de la *LRR*. La présente politique indique également les documents que le conseiller juridique doit présenter au surintendant pour démontrer qu'il a le mandat d'agir pour le compte des personnes concernées. Elle n'a pas pour objet d'établir des lignes directrices concernant la portée du mandat du conseiller juridique d'agir pour le compte des personnes concernées.

La présente politique porte sur une demande d'excédent relative à un régime qui demeure actif ou à un régime en cours de liquidation, y compris une liquidation totale ou une liquidation partielle dont la date de prise d'effet est antérieure au 1^{er} juillet 2012.

Le rôle du conseiller juridique dans la répartition de l'excédent en vertu d'une entente écrite

En vertu du paragraphe 77.11 (7) de la *LRR*, un employeur peut présenter au surintendant une demande de consentement au paiement de l'excédent à l'employeur aux termes d'une entente écrite entre l'employeur et les personnes concernées (parfois appelée « entente de partage de l'excédent »).

Pendant ce processus, les personnes concernées peuvent être représentées par un conseiller juridique. La portée exacte des services juridiques peut varier selon la situation. Par exemple, le mandat du conseiller juridique peut se limiter à la réception des avis et d'autres documents au nom des personnes représentées (p. ex., l'avis de demande de l'excédent) ou à la négociation des dispositions de l'entente écrite. Le mandat du conseiller peut être plus large et inclure le consentement et la signature de l'entente écrite au nom des personnes représentées.

La CSFO s'attend à ce que le conseiller juridique expose clairement aux personnes représentées la portée de son mandat d'agir en leur nom.

Documents à présenter au surintendant

Si le conseiller juridique est censé représenter les personnes concernées dans une demande de répartition de l'excédent, le surintendant exigera du conseiller juridique qu'il lui remette un affidavit comprenant les renseignements suivants :

- le nom de la ou des personnes représentées par le conseiller juridique, avec une description du statut de chacune dans le régime de retraite (c.-à-d. participant, ancien participant, participant retraité ou autre personne ayant droit à recevoir des paiements à partir de la caisse de retraite);
- la portée générale du mandat du conseiller juridique d'agir au nom des personnes qu'il représente.

Le surintendant peut demander au conseiller juridique de présenter des documents confirmant la portée du mandat du conseiller juridique.